

Géopolitique du kidnapping

L'économie de la rançon en plein essor



Par Jean-François
Fiorina

Directeur adjoint
 de Grenoble Ecole
 de Management
 Directeur de l'ESC
 Grenoble

Avec 20 000 enlèvements par an en moyenne, le marché du kidnapping se porte bien. Longtemps associé à un acte terroriste, l'enlèvement tend depuis les années 1990 à devenir une véritable industrie, aux revenus (très) lucratifs. Certes, il reste une "arme" dans de nombreux conflits, comme en témoignent les otages kurdes en Syrie, mais de plus en plus de ravisseurs ne sont motivés que par l'appât du gain. Il est vrai que les montants négociés peuvent atteindre plusieurs millions d'euros, pour peu que l'événement concerne des Occidentaux et qu'il soit médiatisé. Le plus souvent cependant, on assiste à une imbrication de motivations où il n'est pas aisé de distinguer les finalités poursuivies. *"Les deux sortes d'enlèvements, criminels et politico-criminels, ont dorénavant des rapports solides"*, analyse Pierre Conesa, chercheur associé à l'IRIS et ex-adjoint au directeur de la Délégation aux affaires stratégiques (DAS). Une complexité face à laquelle les réponses étatiques ne sont pas évidentes et qui favorise l'offre des sociétés de sécurité privées.

Déjà au cours de la Guerre de Cent ans, les prises d'otages permettaient de monnayer un avantage politique ou un gain financier important.

Le phénomène n'est pas nouveau, loin s'en faut. Il a néanmoins évolué au cours de l'histoire. Dans l'Antiquité, l'otage est une "institution" qui vise à garantir l'exécution des traités militaires ou politiques. *"À la différence de ce qui se passe aujourd'hui, il n'y avait pas prise, mais remise d'otages. Ainsi, il n'y avait rien de plus normal ni de mieux admis, dans la pratique des rapports internationaux de l'époque, que le recours aux otages"* rappelle le recteur et professeur d'histoire Saliou Ndiaye. L'otage est un échange consentant entre puissances. Ainsi, il n'est pas un prisonnier, mais un captif qui ne doit pas être maltraité. Il n'est pas rare qu'il jouisse même d'une certaine liberté de mouvement, lui permettant selon ses moyens de mener une vie sociale. Cette situation va perdurer au Moyen Âge et à l'époque moderne. On assiste cependant, notamment au cours de la Guerre de Cent ans, à des prises d'otages par la force afin de monnayer un avantage politique sur l'adversaire ou un gain financier important. Le kidnapping peut déjà s'avérer crapuleux et fondé sur des considérations purement mercantiles.

De l'arme politique au business

C'est au XIX^e siècle que l'otage va devenir un moyen de pression sur des opposants ou ennemis politiques. On recourt dès lors systématiquement à la contrainte et à la force pour prendre des otages qui deviennent des "armes" de chantage pour contraindre l'adversaire. Les deux Guerres mondiales utiliseront également

Le recours aux otages se développe après la Seconde Guerre mondiale, à la faveur des conflits dits asymétriques, tant par des groupes terroristes que par certains États.

Quelle géographie du kidnapping aujourd'hui ? Le continent latino-américain représente 75 % des faits dans le monde et, en Afrique, la piraterie somalienne détient davantage d'otages que les groupes islamistes au nord Mali.

les otages comme boucliers humains dans les différentes zones d'occupation. Il faut attendre 1949 pour que la convention de Genève interdise formellement le recours aux prises d'otages. Néanmoins, les années d'après-guerre voient le recours aux otages se multiplier à la faveur des conflits dits asymétriques. Le recours à l'enlèvement va être utilisé par la plupart des groupes terroristes - du Hezbollah libanais à l'OLP en passant par les Brigades Rouges italiennes -, quand il n'est pas l'apanage d'États en quête de moyens de pression (comme lors de la prise d'otages de l'ambassade américaine à Téhéran, en 1979). Durant cette période, le kidnapping offre une monnaie d'échange pour négocier la libération de prisonniers, la livraison d'armes, la fin d'un conflit, etc.

Aujourd'hui, les enlèvements sont majoritairement assortis d'une demande de rançon. L'otage est pour l'essentiel réduit à sa valeur marchande, que se disputent désormais groupes radicaux, mais aussi organisations criminelles ou mafieuses. Cette tendance a émergé au cours de la décennie 1990. Dès 2001, la chercheuse Rachel Briggs du *Foreign Policy Centre* consacre une étude au "*kidnapping business*", qualifiant sa croissance "*de l'une des plus rapides de l'industrie criminelle*". Elle constate que "*les ravisseurs adaptent leurs modèles d'entreprise en fonction des conditions du marché et du rapport de risques qu'ils courent de détection, de poursuite et d'arrestation*". Ainsi, "*dans les zones urbaines mexicaines - où la probabilité de détection est élevée -, les ravisseurs recourent à davantage de violence pour effrayer ceux qui négocient à payer plus rapidement que dans la Colombie rurale*". Bref, un marché qui s'adapte en fonction de son environnement socio-économique.

Aux sources de l'offre de l'économie du kidnapping

Mais comment est-on passé d'une logique politique à une logique mercantile dominante ? Rachel Briggs retient trois principaux facteurs expliquant la hausse des enlèvements crapuleux. D'abord, la fin de la guerre froide a privé de nombreux mouvements révolutionnaires de leurs sponsors traditionnels qu'étaient l'URSS et la Chine maoïste. "*Ces groupes ont été contraints de trouver de nouvelles façons de financer leur cause et pour beaucoup le kidnapping économique a fourni une réponse. Des groupes tels que les FARC marxistes-léninistes utilisent désormais l'enlèvement comme une source essentielle de revenu*". Si une partie des kidnappings obéit encore à des motivations politiques, la plupart relève aujourd'hui de la prédation financière. Il n'est pas rare néanmoins d'assister à des imbrications de motivations, un enlèvement pouvant poursuivre autant des objectifs politiques qu'économiques. On observe un phénomène similaire chez les entités terroristes ou sécessionnistes, comme AQMI ou les groupes politico-criminels du delta du Niger, qui alimentent leurs caisses via les enlèvements, en complément d'autres trafics criminels. Pour reprendre la formule du professeur Jean-Pierre Filiu, l'enlèvement relève bien "*d'une forme hybride de gangstéro-jihadisme*" (cf. CLES n°94, 31/01/2013).

La montée de l'instabilité politique et le recul de l'autorité de l'État (police, armées, justice) expliquent aussi l'essor du "*kidnapping business*". Ici, pas de finalité politique, même si certains groupes aiment à justifier leurs prédatations par diverses causes pour masquer leur entreprise mafieuse. Ces enlèvements purement criminels sont largement pratiqués dans les "*zones grises*" ou au sein d'États-faillis, comme par exemple au Mexique ou au large des côtes somaliennes. Ainsi, "*le continent latino-américain représente 75 % des kidnappings recensés dans le monde*", souligne le criminologue Xavier Raufer. Et, "*en Afrique, la piraterie somalienne détient plus d'otages que les islamistes du Mali*", précise Pierre Conesa.

Pour Rachel Briggs, l'accélération de la mondialisation "*a également créé de nouvelles opportunités pour les ravisseurs en apportant de nouvelles victimes potentielles à haute valeur ajoutée*" à l'occasion de l'ouverture de nouveaux territoires économiques, de l'accroissement de l'aide humanitaire et du développement du tourisme. Ainsi, l'expatriation grandissante dans des zones à risque de personnels occidentaux de grandes multinationales, mais aussi de PME sous-traitantes, souvent moins bien protégés, accroît les vulnérabilités. Même tendance avec la multiplication des ONG

de toutes natures dont les terrains d'action sont majoritairement des zones en proie à l'insécurité. Plus récemment, l'appétit pour les destinations "exotiques" ou encore le tourisme dit "d'aventure" multiplient également les occasions d'enlèvement criminel. La médiatisation enfin joue un rôle non négligeable dans l'essor du kidnapping. À l'instar de l'attentat terroriste ou de la prise d'otage, un enlèvement constitue un moyen de pression que l'écho médiatique et les réseaux sociaux amplifient. Selon Pierre Conesa, la médiatisation fait surtout exploser le montant des rançons, surtout si les victimes sont ressortissantes d'un État démocratique. "Dans les huit dernières années, les organisations terroristes auraient ainsi collecté environ 120 millions de dollars". Dès lors, ce sont tout naturellement "les journalistes, personnalités à forte capacité médiatique et politique, [qui] rapportent le plus". Mais qui se souvient aujourd'hui des journalistes Stéphane Taponier et Yves Ghesquière, enlevés par les Talibans en compagnie de leur traducteur afghan? D'autres victimes les ont remplacés dans la liste citée régulièrement, mais en fin de journal télévisé, des otages français dans le monde.

Des réponses en cours d'élaboration

Les grandes puissances peinent à assurer la sécurité de leurs ressortissants dans les zones de conflits ou au sein d'États dont la souveraineté est remise en cause par des groupes armés. Elle passe par une collaboration étroite avec les autorités locales - tout particulièrement avec les services de renseignement afin de localiser les otages, et quand cela s'avère nécessaire par le déploiement d'unités d'intervention militaires ou policières. En amont, la formation et l'entraînement, ainsi que des accords de coopération entre agences de renseignement, constituent également un début de réponse à cette menace. Mais il s'agit davantage d'un pansement que d'un remède. Idéalement, c'est aux racines du mal qu'il faudrait pouvoir frapper. Et là, les solutions rejoignent les préoccupations du "state-building" dont les politiques de mise en œuvre sont de long terme et rencontrent des succès souvent mitigés. En attendant, entreprises et (riches) particuliers s'organisent. Le secteur de la sécurité privée propose des assurances *Kidnap & Ransom* et assure un panel de services allant de la protection à la négociation. "Le chiffre d'affaires de l'industrie de l'enlèvement criminel dans le monde tournerait autour de 500 millions de dollars (377 millions d'euros) en 2010 pour 100 à 200 victimes occidentales assurées. Les leaders du marché sont les anglo-saxons *Control Risks* et *Clayton*", rapporte Pierre Conesa.

Outre la sécurisation des bâtiments et des personnels, la prévention reste probablement la réponse la plus sûre pour limiter les risques. Les ministères des Affaires étrangères des pays occidentaux proposent des évaluations actualisées des régions à risque, tandis que de nombreuses sociétés de sécurité forment les candidats à l'expatriation. Un comportement sécuritaire adapté et une bonne connaissance de la vie locale sont probablement l'un des meilleurs remparts contre l'enlèvement. Encore faut-il en avoir conscience. L'acquisition d'une culture géopolitique, par les entreprises et les salariés, vise aussi à réduire leur niveau d'exposition. ■

Pour aller plus loin: *The Kidnapping Business*, par Rachel Briggs, *The Foreign Policy Centre*, 2001; "Une géopolitique du kidnapping", par Pierre Conesa, in *Libération*, 27/12/2012.

Le secteur de la sécurité privée propose des assurances 'Kidnap & Ransom' et assure un panel de services allant de la protection à la négociation. Au total, le chiffre d'affaires de l'industrie de l'enlèvement représenterait de l'ordre de 500 millions de dollars par an.

EXTRAIT :

Sur le montant des rançons: "En 2003, 32 touristes européens enlevés 'valaient' 6 millions d'euros; en 2008, 2 touristes autrichiens, 2 millions d'euros; puis 3 à 5 millions d'euros pour deux diplomates canadiens la même année... Même dans le cas d'échanges d'otages européens contre des islamistes emprisonnés, le Mujao (mouvement jihadiste d'Afrique de l'Ouest) évoque désormais une somme de 15 millions d'euros [par otage]." (Pierre Conesa, *Une géopolitique du kidnapping*, op.cit.)

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur www.diploweb.com et sur <http://notes-geopolitiques.com>